

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LES
CONTRE-MESURES—LA QUESTION DES DROITS
COMPENSATEURS

M. David Lewis (York-Sud): Le ministre nous a déclaré à plusieurs reprises que son ministère et le gouvernement élaboraient des plans d'urgence pour pallier les répercussions du programme DISC. Est-il en mesure de nous instruire de la nature de certains de ces plans et, notamment, de nous préciser si le Canada envisage d'imposer des droits compensateurs sur les produits américains importés chez nous au titre du programme DISC?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je croyais que le député était à la Chambre au moment où le ministre des Finances a fait son exposé budgétaire, exposé que la plupart des gens considèrent comme une réaction positive contre ce programme américain.

• (1120)

M. l'Orateur: La présidence permet au député d'Oshawa-Whitby de poser une question supplémentaire, puis à celui de Champlain; nous reviendrons sur cette question tout à l'heure.

L'IMPOSITION AUX É.-U. DE DROITS COMPENSATEURS
SUR CERTAINS PNEUS MICHELIN—L'AUTEUR DU PROJET

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Lui-même ou le ministre des Finances a dit, il y a une semaine environ, qu'il essaierait de savoir qui a demandé qu'on prenne de telles mesures contre la société Michelin aux États-Unis. Le ministre est-il maintenant en mesure d'apprendre à la Chambre quelle société ou quel organisme d'État a fait ces démarches à Washington?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur. Je ne suis pas en mesure de le dire. D'ailleurs, je crois devoir laisser le ministre des Finances répondre à cela.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, que le ministre sache pour sa gouverne que c'est la société Goodyear . . .

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député a obtenu la parole pour poser une question et non pour communiquer des renseignements au ministre.

LES FABRICANTS ET L'EXEMPTION DES DROITS
D'ENTRÉE

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, voici ma question supplémentaire: Le ministre a-t-il entendu les points de vue des sociétés Goodyear, UniRoyal et Dunlop, pour citer en exemple trois sociétés situées en Ontario et au Québec, au sujet de l'affaire Michelin, portant précisément sur le droit de leur permettre d'importer au Canada en franchise pendant une période de temps limitée? Si oui, qu'avaient-elles à dire à ce sujet et quelle a été la réponse du gouvernement?

L'hon. M. Pepin: En deux mots, monsieur l'Orateur, mon ministère a essayé pendant longtemps de mettre au

point un programme pour l'industrie du pneu qui retiendrait quelques modalités de l'entente Michelin par laquelle l'on permettrait l'importation en franchise de douane au Canada de certains pneus moyennant l'exportation de certains autres types de pneus. Nous avons essayé pendant au moins un an d'élaborer un tel programme, mais les sociétés ne le voyaient pas d'un très bon œil. Nous avons repris les entretiens à ce sujet, en espérant pouvoir en arriver à une décision, mais vu la situation mal définie de la Michelin à l'heure actuelle, nous avons conclu qu'il serait préférable de remettre les discussions . . .

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le ministre a répondu en deux mots. Mais quels deux mots!

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

POUR PARLER ENTRE OTTAWA ET QUÉBEC EN VUE DE
COORDONNER LES RÉGIMES

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

La mise au point faite hier par le très honorable premier ministre au sujet du gouvernement du Québec n'ayant convaincu à peu près personne, le premier ministre envisage-t-il, dans un avenir rapproché, de faire suite à ses intentions en acceptant de rencontrer son homologue du Québec, ainsi que le ministre Castonguay, afin de réviser les positions gouvernementales fédérales relatives aux ententes possibles au sujet des affaires sociales?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je partage l'avis du député. Mon expression d'opinion hier n'a convaincu à peu près personne, parce que les citoyens de la province de Québec étaient massivement convaincus d'avance de ce que j'ai dit, sauf quelques créditistes et séparatistes éparés.

* * *

LES DROGUES PSYCHOTROPES

LA RECOMMANDATION DE LA COMMISSION LE DAIN
QUANT À LA MARIJUANA—LE CANADA ET LES AUTRES
PAYS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION

[Traduction]

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aurais voulu poser ma question au ministre de la Justice, au solliciteur général ou au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais puisqu'ils sont absents, je la poserai au premier ministre.

M. Nielsen: Le solliciteur général est ici.

M. Woolliams: Alors, c'est qu'il vient d'entrer. Je la poserai cependant au premier ministre. Le Canada étant un des pays signataires de la seule convention sur les narcotiques, a-t-on eu un entretien avec un des autres signataires au sujet de cet accord qui s'oppose à la légalisation étant donné que M. Le Dain recommande la légalisation de la marijuana?